

Bolivie: entretien avec le président bolivien Evo Morales

20-10-2008

"je Continue d'être un dirigeant syndical"

Tandis qu'est à l'ordre du jour au Congrès la convocation à un référendum pour ratifier la Constitution approuvée par une ample majorité simple à l'Assemblée Constituante de l'année dernière, Morales a dit que le plébiscite aura lieu de toute manière.

L'opposition en Bolivie cherche, au niveau politique, à revenir aux temps de la colonie, et au niveau économique, à retourner au modèle néolibéral, dit le président. "Ni le gouvernement ni le peuple n'allons permettre cela", a signalé le président Evo Morales dans le Palais Quemado, siège du gouvernement.

L'opposition, spécialement l'alliance de droite Pouvoir Démocratique et Social (Podemos), empêche au Congrès l'approbation de la loi de convocation au référendum sur le projet de nouvelle Constitution Politique. Face à cela, Morales a prévenu que dans "le meilleur des cas" le dit projet sera mis en oeuvre de manière concertée avec l'opposition, qui est "un petit groupe", et qu'en cas contraire "en utilisant notre majorité". Il a été très critiqué par l'opposition et une bonne partie des médias du pays pour avoir pris la tête du départ de la marche des mouvements sociaux regroupés dans la Coordination Nationale pour le Changement (Conalcam), qui le 13 octobre est partie de Caracollo vers La Paz pour exiger au Congrès l'approbation de la loi de convocation. Mais Morales ne se repent pas. "J'aurais voulu marcher toute la semaine", défie-t-il. - Vous avez dit que "de bonne ou mauvaise manière", le projet de nouvelle Constitution Politique de l'État déjà accepté par l'Assemblée Constituante va s'approuver. L'opposition vous accuse de vouloir établir un régime "tyrannique" et de ne pas respecter la démocratie. Qu'est-ce que vous pouvez nous dire à ce sujet ?

- En quoi consiste de bonne ou mauvaise manière ? Nous sommes la majorité et nous ne pouvons pas être soumis à une minorité, imaginez le soutien de 67 pour cent (chiffre atteint par Morales lors du référendum révocatoire, NdT)... dans la démocratie gouverne la majorité et, quand je dis de bonne manière, nous voulons faire, ensemble, cette histoire en Bolivie... Et nous voulons une opposition qui joue le jeu de la démocratie ("viabilizadora"), non une opposition qui bloque tout ("bloqueadora"), et cette forme de bloquer le gouvernement - un gouvernement démocratique, qui gouverne avec majorité, non seulement parlementaire, mais aussi avec la majorité du peuple bolivien - use et détruit l'opposition. Je sens que ce n'est pas une opposition : ce sont des personnes qui crient en permanence qui gênent et nuisent à ce processus de changement. Je le répète : qu'est-ce que signifiera de bonne ou de mauvaise manière ? Bonne c'est accordé, concerté avec ce petit groupe, et de mauvaise, nous utilisons notre majorité : nous avons une majorité au Parlement et nous avons une majorité du peuple bolivien.

- Le blocage systématique de l'opposition ne respecte-t-il pas non plus les règles de la démocratie ?

- Ce n'est pas du respect. Que serait une tyrannie pour eux ? Notre gouvernement national est le plus démocratique : tout pour le pays, pour le changement, pour la démocratie, pour l'unité... Je dois négocier, dialoguer avec des terroristes, avec des génocidaires et avec des subversifs, et ceci ne le dit pas le président, le peuple dit cela ; j'écoute quelques commentaires, quelques appels à la radio. Comment le président va-t-il dialoguer avec des terroristes, avec des génocidaires, avec des subversifs ? Et tout ce qui s'est passé en septembre (la destruction de plus de 75 bureaux du gouvernement dans les départements autonomistes de Tarija, Santa Cruz, Beni et Pando, le massacre de seize paysans à Pando), cela oui c'est quelque chose de tyrannique, une attitude sauvage d'un groupe d'adversaires qui à la fin ont été battus par le peuple et par la communauté internationale.

- Dans les négociations au Congrès, pour habiliter la loi de convocation, Podemos prétend inclure dans le programme de travail la reconsidération du modèle d'État plurinational et la reconnaissance des langues et les droits collectifs des peuples indigènes. Peut-on accepter cela pour avoir une Constitution de consensus ?

- D'abord, ils ne sont pas des constituants ; je veux saluer le mouvement indigène et paysan et les mouvements sociaux pour permettre d'améliorer le chapitre des autonomies et peut-être là, d'une manière très personnelle, j'ai dit que s'il y a des contradictions dans la nouvelle Constitution, ces contradictions peuvent être rendues compatibles. Mais remettre en question des sujets structureaux, des sujets de fonds, cela est réservé aux constituants. Le Parlement n'est aucune Assemblée Constituante, ni Podemos est constituant, et c'est pourquoi cela ne se discute pas. Quand ils proposent la proposition d'un nouveau État, ils veulent sûrement revenir aux temps de la Colonie ; ils étaient des vice-rois, des triumvirats, comme ils dominaient auparavant en Bolivie. Le vice-roi, un groupe d'oligarques, un groupe de pontifes de l'Église catholique : ils dominaient la Bolivie et l'Amérique latine. Cela est terminé : nous sommes dans d'autres temps, de changement ; c'est la participation du peuple, et quand ils remettent en question des sujets économiques, ils veulent retourner au modèle néolibéral. Le gouvernement et le peuple n'allons pas permettre cela: la Bolivie commence à s'émanciper économiquement, c'est pour cela que si cette crise financière affecte indirectement les prix, elle n'affecte pas l'économie nationale.

- Quelles prévisions ont été prises face à cette crise ?

- Nous sommes en réunions permanentes avec les ministres, avec les mouvements sociaux. Le gouvernement va

d'abord garantir l'alimentation ; nous sommes en état d'urgence pour garantir le sujet énergétique au cas où il y ait un problème profond, et la Bolivie est heureusement blindée. Imaginez, de 2005 à 2006 les réserves internationales ont crû ; de 2005 au 6 janvier 2006, 1,7 milliards de dollars ; maintenant nous en sommes presque à 8 milliards de dollars, c'est pourquoi l'économie nationale est blindée. De plus, malgré quelques conflits, les exportations continuent de croître et cela nous fortifie : nous avons des exportations de plus de 4 milliards de dollars par an dans différents secteurs (...) Bien sûr, les États-Unis, le capitalisme, l'impérialisme, prennent des décisions de caractère politique en essayant d'utiliser le sujet de la lutte contre la pauvreté, de la lutte contre le trafic de stupéfiants, contre le terrorisme. Ce sont de faux arguments, cela ne nous fait pas peur, et la Bolivie ne va pas se rendre face à certaines impositions du gouvernement des États-Unis. (...) pourvu qu'on puisse améliorer les relations diplomatiques avec le gouvernement des États-Unis, mais nous avons des relations excellentes de peuple à peuple : quand je vais aux États-Unis, à l'Assemblée des Nations Unies, les mouvements sociaux m'invitent toujours pour m'écouter et partager des expériences mais aussi pour reprendre leurs propositions. (...) - On a mentionné plusieurs fois que le président Hugo Chávez a informé qu'il vendra du gaz au Brésil, à l'Argentine et au Chili, et que cela va affecter les marchés de la Bolivie. Qu'en pensez-vous ?

- Peut-être est-ce de la désinformation ou des interprétations tendancieuses. Le premier accord que nous avons dans la région, non seulement avec le compagnon et président Chávez, est que se respecte les marchés de la Bolivie. Nous ne sommes pas en train d'accomplir les engagements avec l'Argentine, il reste à accomplir aussi avec le Brésil. Si le Venezuela vendait, il y a tant de formes de vendre ... cela couvrirait ces marchés, ils sont là. Ces versions font parties d'une guerre sale, que le Venezuela va nous retirer le marché du Brésil... Le compagnon (Luiz Inácio) Lula da Silva (président du Brésil), la compagne Cristina (Fernandez, présidente de l'Argentine), auparavant le compagnon Néstor (Kirchner, ex-président argentin), sont solidaires avec Evo, ils savent d'où il vient. Penser qu'ils vont nous retirer le marché est totalement faux ; la solidarité de ces pays est impressionnante, y compris le Chili, y compris les pays de l'Europe et du monde. Penser qu'ils vont nous retirer le marché, c'est faux. Je demandais : quand le Brésil va-t-il avoir son nouveau pétrole, le gaz qu'il a découvert ? Et ils me disent "au minimum nous en avons besoin pendant cinq ans", et ce sont, je crois, comme 30 milliards de dollars. Au Brésil c'est tout un processus. Je répète : ces versions font parties d'une campagne contre Evo ; c'est bien connu que la droite est tellement raciste, tellement fasciste qu'elle n'accepte pas qu'un président puisse être un paysan, un indigène qu'elle appelle avec dédain indien.

- Ils vous ont beaucoup critiqué pour avoir pris la tête de la marche du Conalcam, à Caracollo. Ils disent que vous manipulez les mouvements sociaux pour faire pression sur le Congrès bolivien. - Je suis identifié avec les mouvements sociaux, je continue d'être un dirigeant syndical ; j'aurais voulu marcher toute la semaine, mais je n'ai pas de temps. Qui critique la marche ? La droite. Auparavant, quand je marchais comme dirigeant, ils me critiquaient ; quand je marchais comme député, ils me critiquaient. Maintenant que je suis président, je marche. Ils me critiquent, c'est normal, ce n'est pas étrange. J'ai fait politique en marchant, des marches pacifiques revendiquant les intérêts de du peuple. J'ai commencé avec la coca, avec les terres, avec les droits des peuples indigènes, avec les hydrocarbures, maintenant pour la nouvelle Constitution, la refondation de la Bolivie, près de mon peuple, près de cette lutte. Si mes compagnons étaient gênés par moi, là oui je serais repentant. Je suis allé à la marche justement pour qu'ils me critiquent ; c'est la meilleure campagne que me fait la droite, parce que la droite ennemie du peuple critique Evo Morales ; alors, je suis très content, très heureux, et je devais voir cela.

- En parlant de campagnes : comment évaluez-vous la relation que vous avez avec les médias, et surtout avec la télévision, qui le critique et l'attaque tout le temps ?

- C'est une autre campagne qu'ils me font. Si cette presse de la droite, cette presse des entrepreneurs, parlerait bien de moi, là oui cela m'affaiblirait ; je m'en préoccuperais. Quel bien que l'on parle mal de moi ; je suis content et heureux, le peuple identifie quels médias sont avec le peuple et quels médias sont avec les loges ou avec l'empire. Le peuple bolivien le sait, cela ne me gêne pas cela. En 1994, quand la presse parlait contre moi, il y avait des spots contre Evo Morales et ils passaient toutes les 15, 20 minutes : narcotrafiquant, quelques temps d'assassin, quelques temps de terroriste. En 1994, oui cela me faisait mal, je n'étais pas habitué et renvoyait la faute à mes parents et disais "dans quel monde m'avez-vous mit pour que publiquement, avec des mensonges, on m'accusent de narcotrafiquant, de terroriste, d'assassin", et maintenant je ne sais pas si je suis devenu plus dur, mais je préfère plutôt cela ; avec cela ils me font la meilleure campagne, il n'y a pas de raisons d'avoir peur. Mais dans le référendum révocatoire celle qui a été le plus grand perdant a été la presse, cette même presse contre Evo, avec ce soutien du peuple : 67 pour cent.

Rosa Rojas, de La Jornada, Mexique. Spécial pour Página/12, 19 octobre 2008.
<http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-113595-2008-10-19.html>

Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>